



Limiter le réchauffement planétaire à +1,5°C : est-ce encore possible ?

A l'occasion du rapport spécial du GIEC sur la limite de 1,5°C, la FNH rappelle la situation et montre les solutions à notre portée

Dans la nuit du 7 au 8 octobre, le GIEC publiera un rapport spécial sur l'objectif de contenir le réchauffement climatique à +1,5°C. Demandé par l'ONU suite aux accords de la COP21, cette synthèse propose des informations nouvelles et notamment : des précisions sur les impacts du réchauffement climatique à 1,5°C et le relevé des insuffisances de la science sur ce point, des trajectoires sur les conditions à réunir pour limiter le réchauffement à + 1,5°C et un chapitre sur les conditions sociales, et en particulier la réduction des inégalités.

Pour le moment, la planète s'est déjà réchauffée de +1,1 C° depuis le début de l'ère industrielle (1850) et les engagements pris en 2015 par l'ensemble des pays réunis à Paris sont la triste promesse d'un réchauffement de 3°C ou plus. Il y a donc urgence à combler le fossé gigantesque qui persiste entre ce qu'il faudrait faire pour rester en-dessous de la limite de + 1,5°C et ce que les pays font réellement aujourd'hui.

Les 5 prochaines années seront déterminantes avant un emballement climatique irréversible. Les émissions mondiales doivent cesser d'augmenter et commencer à décroître au plus vite et pas plus tard que 2020. Une date extrêmement rapprochée.

Comment lire ce rapport ? Que signifie-t-il pour l'action climatique des gouvernements et en particulier pour la France ? La FNH rappelle les enjeux et les solutions à notre portée.



Pourquoi contenir le réchauffement à +1,5°C est-il indispensable ?

Avant la COP21, les gouvernements parlaient plutôt de limiter la hausse de la température moyenne du globe à 2°C d'ici la fin du siècle. Mais à la demande des États les plus fragiles, la COP21 a acté l'importance de viser un réchauffement planétaire moins élevé. De fait, les scientifiques du GIEC montrent que la différence, en termes d'impacts, entre 1,5°C et 2°C de réchauffement est très nette, y compris en France. Elle se mesure par l'ampleur des canicules, les extinctions d'espèces ou la productivité agricole. Nous constaterons les impacts de cette hausse à l'échelle de nos vies, pas de celles des générations futures.

« A déjà +1,1°C de réchauffement planétaire actuellement, les conséquences ne sont qu'un avant-goût de celles que nous connaissons à +1,5°C »

La planète s'est déjà réchauffée de plus de 1,1°C depuis le début de l'ère industrielle (1850). Et l'on voit bien que le climat commence déjà à changer, apportant son lot de sécheresses, inondations, typhons violents, incendies, fortes tempêtes... Selon l'Organisation météorologique mondiale, les dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées. En Europe, le changement climatique a rendu la vague de chaleur de l'été 2018 au moins deux fois plus susceptible de se produire, selon les scientifiques de World Weather Attribution.

Or les conséquences de la hausse actuelle de la température du globe ne sont qu'un avant-goût de celles que nous connaissons à +1,5°C. On le voit par exemple en Arctique, où le réchauffement est deux fois plus rapide que pour le reste du globe. A déjà +1,5°C en moyenne dans cette zone, les températures dépassent régulièrement les normes saisonnières (+6 °C à l'automne 2016) et la glace fond. L'océan Arctique serait en grande partie libre de glaces pendant l'été d'ici 2030, ou même plus tôt. La fonte du pergélisol, qui stocke environ 50 % du carbone du monde, touche déjà le pôle Nord et pourrait rejeter des volumes importants de méthane dans l'atmosphère.

Limiter le réchauffement à +1,5°C est une question de survie pour une grande partie de l'humanité, notamment pour les pays les plus fragiles comme les petits États insulaires et les pays en développement.



Certaines conséquences à +1,5°C dans le monde

- 70% des coraux affectés
- - 9% de disponibilité en eau
- - 9% de production de blé
- + 40 cm de hausse du niveau des océans d'ici 2100 par rapport à 2000
- **Et en France...** moins de pluies dans le Sud

Source : [Earth Dynamic Systems](#)

Certaines conséquences à + 2°C dans le monde

- + 50 cm de hausse du niveau des océans d'ici 2100
- - 17% de disponibilité en eau, avec une pénurie deux fois plus importante en zone méditerranéenne
- - 16% de production de blé au niveau mondial, et -60% en Afrique de l'Ouest
- Des vagues de chaleur de 1,5 mois, mais qui dureraient jusqu'à un mois de plus en zone tropicale
- La quasi-totalité (98%) des coraux disparaissent d'ici 2050

Source : [Earth Dynamic Systems](#)

Des conséquences à +3°C ou plus dans le monde

- 48% des espèces animales et végétales menacées d'extinction, soit deux fois plus qu'à +1,5°C
- Un été sur deux pourrait être aussi caniculaire qu'en 2003
- 1 m de hausse du niveau de la mer à +4°C
- **Et en France...** des températures estivales maximales pouvant dépasser les 50°C par endroits





Comment ne pas dépasser +1,5°C de réchauffement climatique ?

- **Atteindre la neutralité carbone au plus tard en 2050**

Le rapport explique qu'il ne faut pas émettre plus de CO₂ que la planète ne peut en absorber, et réduire au maximum les autres gaz à effet de serre comme le méthane, en particulier dans le secteur agricole. Comme les méthodes pour augmenter les puits de carbone à l'échelle mondiale (sols ou forêts), ou retirer des émissions de l'atmosphère, sont très incertaines voire tout à fait controversées, le GIEC rappelle que le plus sûr est bien de réduire drastiquement nos émissions de gaz à effet de serre. Nous n'avons pas le choix : le monde doit sortir des énergies fossiles, responsables de 80% des émissions de CO₂, d'ici 2050. En revanche, le GIEC écarte les hypothèses de géo-ingénierie (par exemple, la projection de poussières dans l'espace).

« Nous n'avons pas le choix : le monde doit sortir des énergies fossiles au plus tard d'ici 2050. »

- **Il nous reste deux ans pour stopper l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre**

Les 5 prochaines années seront déterminantes avant un emballement climatique irréversible. Les émissions mondiales doivent cesser d'augmenter et commencer à décroître au plus vite et pas plus tard que 2020.

En 2050, voici des exemples de ce qui doit changer dans le monde :

- Il ne doit y avoir plus aucun véhicule diesel-essence en circulation,
- Les milliers de centrales au gaz ou au charbon doivent avoir été fermées (pour le charbon bien plus tôt que 2050),
- L'énergie consommée doit être 100% renouvelable,
- Plus d'avions carburant au pétrole,
- Notre modèle agricole et alimentaire doit être relocalisé, écologique et anti-gaspi.



Ne pas sortir des énergies fossiles compromettrait définitivement notre capacité à limiter le réchauffement à 1,5°C, et exercerait une énorme pression sur les sols pour tenter d'augmenter la séquestration carbone. Or, les risques d'un tel scénario sur la sécurité alimentaire des peuples seraient énormes.

- **La France est-elle est sur la bonne voie ?**

Si les discours sont volontaristes, dans les faits, la France n'est pas encore sur la bonne voie pour respecter la limite de 1,5°C de réchauffement.

« Ayant dépassé de +6,7% ses objectifs de baisse des émissions de gaz à effet de serre en 2017, la France n'est pas encore sur la bonne voie. »

Depuis 3 ans, les émissions françaises de gaz à effet de serre sont reparties à la hausse (+3%). D'après l'[Observatoire Climat-Énergie](#), les émissions françaises étaient en 2017 à +6,7% au-dessus de la limite fixée. Autrement dit, la France ne respecte pas ses objectifs climatiques établis dans le droit français, européen et international. C'est d'autant plus inquiétant que son objectif n'est pas suffisant par rapport à ce qu'elle devrait faire pour être cohérente avec un maintien du réchauffement à 1,5°C.

Cette hausse d'émissions est surtout le fait des secteurs suivants :

- **Bâtiment : +22,7 %**
- **Transports : +10,6 %**
- **Agriculture : +3,2 %**

A noter que la production d'électricité ne joue qu'un faible rôle dans les émissions de gaz à effet de serre de la France. Retarder la fermeture de centrales nucléaires ne permettra donc pas d'accélérer la réduction d'émissions de CO₂ de la France et ne sauvera pas le climat.

La priorité de la lutte contre le changement climatique et de la protection du vivant doit être placée dans chaque loi et décret, au niveau sectoriel (loi mobilité, plan rénovation, Politique agricole commune, politique commerciale) comme transversal (projet de loi de finances, Stratégie nationale bas carbone, Programmation pluriannuelle de l'énergie).



- **Quelles sont les mesures que le gouvernement pourrait prendre à court terme pour rectifier le tir ?**

La France a toutes les clés en main pour aller plus loin dans la réduction de ses émissions de gaz à effet de serre et se mettre en conformité avec l'accord de Paris. Il y a notamment 5 mesures que le gouvernement français peut prendre à très court terme et qui changeraient profondément la donne pour nos émissions de gaz à effet de serre :

1. **Verdir l'intégralité du budget de l'État français et redistribuer les recettes de la fiscalité écologique aux ménages et aux PME pour les accompagner dans la transition écologique.** Cette redistribution est particulièrement nécessaire pour financer l'accélération du nombre de rénovations énergétiques performantes menées dans le secteur du bâtiment, premier levier de baisse de la consommation d'énergie en France. Chaque année, 2,8 milliards de recettes nouvelles liées à la taxe carbone pourrait être fléchées vers la transition écologique.
2. **Adopter une réforme de l'énergie qui booste les énergies renouvelables afin d'atteindre 100% de renouvelables en 2050, et qui nous affranchisse des fossiles et du nucléaire.** Notre dépendance à ces énergies est non seulement polluante, mais elle aussi trop coûteuse. En 2016, la France comptait 15,7% d'énergies renouvelables dans sa consommation d'énergie (au lieu des 17% prévus).
3. **Adopter une réforme de la mobilité qui soit un véritable plan de bataille pour faire sortir les Françaises et les Français du véhicule diesel-essence : fin des ventes en 2030, fin des aides à l'achat de diesels en 2020, développement massif des alternatives telles que le vélo, les transports en commun, le train et le partage de véhicules électriques.**
4. **Refuser le CETA (et ses avatars JEFTA, TTIP bis...), un accord de commerce incompatible avec l'accord de Paris, puisqu'il augmente les émissions de gaz à effet de serre et compromet la capacité de l'UE et de la France à arriver à zéro émissions nettes.** Il ne suffit pas de refuser, comme le fait le Président Emmanuel Macron, de conclure des accords de commerce avec les pays qui ne respectent pas l'accord de Paris, puisque même la France ne le respecte pas aujourd'hui. Il est aussi essentiel de refuser le contenu de ces accords, qui compromet notre capacité à prendre des mesures climatiques fortes.



- 5. Se donner les moyens de faire passer tous les restaurants collectifs (8 millions de repas par jour) à un minimum de 20% de bio et local d'ici 2022, et viser le dépassement de cet objectif.** Comment ? En aidant pendant 3 ans les cantines à s'équiper, se former, s'organiser pour intégrer des produits bio et locaux, mais aussi des repas végétariens, retirer le plastique des cantines ou réduire le gaspillage, via un "bonus bio" de 20 euros par enfant et par an.

Contacts presse

Manuela Lorand, Responsable Communication, m.lorand@fnh.org, +33698454691
Célia Gautier, Responsable Climat-Energie, c.gautier@fnh.org, +33672340027